

ANALYSE DE LA PRESSE

Juillet 2015

1. A la une: la « réunion d'urgence » de l'OTAN
2. Dossier du mois : coalition ou nouvelles élections ?
3. Turquie
4. International
5. Economie



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la « réunion d'urgence » de l'OTAN

Face à l'escalade des tensions dans la région et dans le cadre de sa double offensive contre le PKK et l'EI, la Turquie a sollicité la tenue d'une réunion extraordinaire des membres de l'OTAN, « en vertu de l'article 4 du traité de l'Atlantique nord, selon lequel "tout allié peut demander des consultations chaque fois que son intégrité territoriale, son indépendance politique ou sa sécurité est menacée". » (*Les Echos*, *Adrien Lelièvre*, 28/07/2015), (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 28/07/2015)

Après l'attentat suicide de Suruç du 20 juillet attribué à Daech, ont suivi d'autres attaques du groupe islamiste et des ripostes PKK « contre les forces de l'ordre turques »; le gouvernement turc a quant à lui multiplié les frappes aériennes sur des positions PKK et EI, et a multiplié les arrestations dans le pays des membres de ces deux organisations. (*Le Figaro*, *AFP*, 25/07/2015)

OTAN : « forte solidarité » avec la Turquie

« Le Conseil de l'Atlantique Nord, qui réunit les ambassadeurs des pays membres de l'OTAN, a exprimé, mardi 28 juillet, à Bruxelles, un soutien ferme à Ankara et condamné les récentes attaques [en Turquie]. » (*Le Monde*, *Jean-Pierre Stroobants*, 29/07/2015)

A l'issue de la réunion, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a assuré la Turquie de la « forte solidarité » de l'Alliance face au « terrorisme ». « Cette réunion "est opportune pour répondre à l'instabilité aux portes de la Turquie et aux frontières de l'Otan", a lancé Jens Stoltenberg, relevant que le "terrorisme sous toutes ses formes ne peut en aucun cas être toléré ou justifié". » (*Le Figaro.fr*, *AFP*, 28/07/2015) « "Le terrorisme pose une menace directe à la sécurité des membres de l'Otan et à la stabilité et la prospérité internationales", a-t-il affirmé en confirmant que la Turquie n'avait pas réclamé de "présence militaire additionnelle" de l'Alliance. » (*Le Point avec AFP*, 29/07/2015)

La France soutien également la Turquie. « [Le Président] François Hollande a évoqué avec son homologue turc la lutte "contre toutes les formes de terrorisme" et ils ont convenu de nouveau de leur volonté de "renforcer la coopération entre la France et la Turquie en ce domaine". » (*L'Humanité*, 29/07/2015)

Néanmoins, l'OTAN semble ne pas vouloir s'impliquer directement dans un quelconque conflit en Turquie. Stoltenberg a bien fait comprendre que « la Turquie est suffisamment puissante pour pouvoir se passer d'une aide militaire de l'OTAN. » (*Les Echos*, *Adrien Lelièvre*, 28/07/2015) « "Nous sommes déjà très impliqués" fait remarquer M. Stoltenberg, qui évoque le soutien actif (entraînement, formation, interopérabilité...) à des pays qui combattent le terrorisme, comme la Jordanie, la Tunisie, l'Irak et l'Afghanistan. Par ailleurs, explique-t-il, tous les pays membres contribuent déjà à la lutte contre l'EI, et l'Alliance "projette de la stabilité" avec un déploiement minimal de forces combattantes.» (*Le Monde*, *J-P. Stroobants*, 29/07/2015)

La Turquie est appelée à poursuivre le processus de paix

« Si tous les participants ont reconnu à la Turquie "le droit de se défendre", certains ont plaidé en faveur d'une "réponse proportionnée" contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) afin de sauvegarder le fragile processus de paix engagé depuis 2012. "La défense contre les actes terroristes du PKK est justifiée, mais la réconciliation doit continuer", a résumé la représentante permanente des Pays-Bas auprès de l'Otan, Marjanne de Kwaasteniet. Une position également défendue par la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen, pour qui la lutte contre le groupe djihadiste EI est "la priorité absolue". » (*Le Point.fr*, *AFP*, 29/07/2015)

« Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a prôné "la nécessité de proportionnalité" dans les bombardements turcs lors d'une conversation téléphonique ce week-end avec le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu. » (*Le Point.fr*, *AFP*, 29/07/2015) Le secrétaire général de l'OTAN

avait également proné dimanche 26 juillet, « une "autodéfense proportionnée", avant que [le Président français] François Hollande invite le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à "ne pas confondre les cibles". » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 29/07/2015*)

« La Commission européenne (...) demande à Ankara de "poursuivre le processus d'intégration de la population kurde". » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 29/07/2015*) « Toutefois, le président turc Recep Tayyip Erdogan a de facto décrété mardi [28 juillet] la suspension du processus de paix avec le PKK, jugeant sa poursuite "impossible" tant que les rebelles continuent leurs attaques contre les forces de sécurité. (...) [Il] a réaffirmé que son pays ne céderait pas à la menace "terroriste" et poursuivrait avec "détermination" sa lutte contre l'EI et le PKK. » (*Le Point.fr, AFP, 29/07/2015*)

2. Dossier du mois : coalition ou nouvelles élections ?

Alors que s'intensifient les frappes contre l'EI et le PKK, les négociations de coalition pour la formation d'un nouveau gouvernement ne sont toujours pas conclues. En effet, l'AKP ayant perdu la majorité absolue (40,6% des voix, 258 sièges sur 500), ne peut gouverner seul. La formation du nouveau gouvernement a été prise en charge par le Premier ministre Ahmet Davutoğlu qui dispose de quarante-cinq jours en comptant du 9 juillet pour conclure un accord avec les divers partis, faute de quoi de nouvelles élections auront lieu.

Quelles options pour une coalition ?

Parmi les trois partis de l'opposition (CHP-Parti Républicain du Peuple, MHP-Parti d'Action Nationaliste, HDP-Parti Démocratique des Peuples), le HDP de Selahattin Demirtaş a vite été écarté des négociations. En effet l'AKP ne pourrait conclure un accord avec le HDP qui est en partie responsable de son échec. Le HDP a d'ailleurs très clairement fait savoir qu'il tenait à rester dans l'opposition. (*Le Figaro, Samuel Forey, 21/07/2015*)

Davutoğlu s'est donc initialement retourné vers le parti nationaliste MHP de Devlet Bahçeli, plus proche idéologiquement. Les deux partis ont montré des signes de rapprochement pendant la campagne électorale et après. L'insistance sur la sévérité de la question kurde par l'AKP a été interprétée comme une tentative de séduction des électeurs nationalistes du MHP. Quant à ce dernier, son abstention au cours du vote de la Présidence de l'Assemblée a facilité l'accès à ce poste d'Ismet Yılmaz, ex-ministre de la Défense, candidat AKP. Toutefois le MHP a posé comme condition l'interruption du processus de paix avec le PKK initié en décembre 2012 par Erdoğan. Le 14 juillet dernier, Devlet Bahçeli a mis fin à toute discussion en annonçant que son parti ne participerait pas à un gouvernement de coalition. (*Le Figaro, Samuel Forey, 21/07/2015*)

Reste alors l'opposition centre-gauche CHP. Selon Ferhan Kentel, chercheur en sociologie, spécialiste de l'AKP, « une coalition AKP-CHP est la plus raisonnable pour le pays » (*Le Figaro, Samuel Forey, 21/07/2015*). Le 13 juillet, le Premier Ministre a initié des entrevues avec Kemal Kılıçdaroğlu, président du CHP. « Nous avons eu un entretien sincère et amical » a déclaré Davutoğlu à la suite de leur entretien. (*Le Monde, AFP, 14/07/2015*) « Il a précisé que son objectif consistait dans un premier temps à établir une "confiance réciproque" entre les partis. Le porte-parole du CHP Haluk Koç a lui aussi insisté sur la nécessité de "développer la confiance" entre les deux camps. "La nécessité de mettre en place un gouvernement fort a été soulignée", a-t-il ajouté devant la presse. » (*Le Monde, AFP, 14/07/2015*) Le CHP semble vouloir concrétiser ce « gouvernement fort » malgré les événements récents qui semblent avoir mis de côté les négociations. Ainsi, Kemal Kılıçdaroğlu a déclaré dimanche 26 juillet : « Même si nous connaissons le prix élevé d'un gouvernement de coalition, nous pourrions assumer cette responsabilité pour l'avenir du pays. Nous agissons pour les intérêts de la Turquie plutôt que pour ceux du parti. Nous notons que chaque retard augmente le prix que devra payer la Turquie. » (*20 minutes, AFP, 26/07/2015*)

Les obstacles à la coalition

Tous les partis d'opposition, qu'ils aient accepté ou non un projet de coalition, se rejoignent pour poser la même condition: le maintien du régime parlementaire qui relèguerait le rôle du président de la République à sa fonction encadrée par la Constitution actuelle. Cette condition va à l'encontre de l'ambition personnelle d'Erdoğan, qui souhaite au contraire renforcer ses pouvoirs, comme le dit Jean Marcou, professeur de sciences politiques à l'Université de Grenoble, spécialiste de la Turquie : « Erdoğan a du mal à se positionner. S'il y a un gouvernement de coalition, il ne pourra plus jouer le même rôle et devra redevenir président de régime parlementaire. Ce serait donc la fin de la présidentialisation qu'il avait engagé. » (*Le Figaro, Samuel Forey, 21/07/2015*)

De plus, de nombreuses voix dans l'opposition s'élèvent pour réclamer la réouverture de dossiers de corruption impliquant des proches de l'actuel Président. (*L'Obs, AFP, 09/07/2015*) L'affaire avait éclaté en décembre 2014 et visait quatre ministres (Intérieur, Économie, Urbanisme, Affaires Européennes), de grands industriels, ainsi que le fils du Président. Suite à un processus d'enquête affecté notamment par des purges dans la police et des remaniements ministériels, la commission parlementaire chargée d'enquêter sur les affaires présumées de corruption, contrôlée par le parti au pouvoir, avait alors voté en janvier 2015 contre le renvoi des anciens membres du gouvernement devant la Cour suprême, seule habilitée à les juger.

La possibilité de former un gouvernement stable est mise en péril également à cause du manque de cohésion à l'intérieur de l'opposition. Celle-ci n'a pas réussi à présenter un candidat commun pour la présidence de l'Assemblée nationale. L'écart idéologique va aussi à l'encontre d'un rapprochement entre les partis d'opposition, notamment entre HDP, pro-kurde, et MHP, nationaliste. Ce dernier a fait barrage au candidat CHP Deniz Baykal à la présidence parlementaire car soutenu par le HDP, parti qui selon eux joue le jeu du « séparatisme ». (*Le Monde, 06/07/2015*)

Vers de nouvelles élections ?

Les négociations de coalition traînent. Le gouvernement semble manquer de volonté. L'opposition signale un « retard anormal » (*L'Obs, AFP, 09/07/2015*) « Certains élus soupçonnent Erdoğan de tarder à lancer le processus de négociation afin de semer le trouble dans les rangs de l'opposition et de s'assurer que l'AKP sera toujours maître du jeu lors d'une réunion du Haut Conseil Militaire (YAS) le mois prochain pendant laquelle seront renouvelés les plus hauts postes du commandement de l'armée. » (*Reuters, 09/07/2015*)

« Face à la difficulté de réunir une coalition, Recep Tayyip Erdoğan peut être tenté de rejouer la partie en organisant des élections anticipées. » (*Les Echos, Yves Bourdillon, 28/07/2015*) « Certains observateurs estiment que le Président et l'AKP pourraient avoir intérêt à l'échec des discussions et à la tenue d'un nouveau scrutin. Un sondage commandé par l'AKP et cité [mi-juillet] par le journal Yeni Şafak, pro-gouvernemental, a montré que 5% des électeurs ne soutiendrait pas une nouvelle fois les partis d'opposition en cas d'élection anticipée, ce qui suggère que l'AKP pourrait remporter suffisamment de sièges pour former à lui seul un gouvernement. » (*Reuters, 14/07/2015*) À cet éventuel gain de votes, le parti au pouvoir souhaiterait des changements dans les scrutins de vote en sa faveur. « Le premier ministre Davutoğlu a récemment envisagé de baisser le seuil de 10% des suffrages qu'un parti doit atteindre pour être représenté à l'Assemblée, pour le ramener à 5% ou 7%. Cette manœuvre permettrait de contrecarrer le vote utile qui a bénéficié au HDP, le véritable adversaire de l'AKP, et permettrait au parti islamo-conservateur de reconquérir une majorité, sinon absolue, au moins suffisante pour gouverner seul. » (*Le Figaro, Samuel Forey, 21/07/2015*).

3. Turquie

« Guerre contre le terrorisme »: le HDP dans le collimateur

Au lendemain de la réunion de l'OTAN, l'Assemblée nationale turque s'est réunie mercredi 29 juillet en urgence « pour débattre de la "guerre contre le terrorisme" engagée par le gouvernement de façon simultanée contre [l'EI et le PKK], qui suscite la suspicion de l'opposition sur les visées du président Recep Tayyip Erdogan. » (AFP, 29/07/2015)

« Plus que jamais, le HDP et son leader [Selahattin Demirtaş] sont dans le collimateur d'un pouvoir qui remet en cause le processus de paix avec la guérilla kurde commencé à l'automne 2012. "Je suis personnellement contre la dissolution des partis mais les députés qui ont des liens avec le terrorisme doivent pouvoir être poursuivis", avait martelé [Erdogan, mardi 28 juillet] (...). Depuis plusieurs jours, il somme le parti et son leader de condamner explicitement les actions du PKK. » (Libération, Marc Sémo, 29/07/2015)

Demirtaş « estime que le ton martial adopté par le gouvernement contre le PKK et l'EI est un projet du parti au pouvoir "pour retrouver sa majorité absolue, en créant une ambiance nationaliste et militariste, et en donnant l'impression de vouloir engager une lutte d'ensemble contre le terrorisme". (Les Echos, Yves Bourdillon, 28/07/2015) Il a appelé mercredi 29 juillet « à l'arrêt immédiat des hostilités dans les deux camps après de nouvelles frappes aériennes turques contre le PKK (...) dans le nord de l'Irak. "Les hostilités doivent cesser immédiatement", [a-t-il] déclaré à la presse, appelant toutes les parties à faire preuve de "bon sens". (Reuters, 29/07/2015)

« "Demirtaş est pris entre le marteau et l'enclume, entre les durs du PKK et les surenchères nationalistes du pouvoir", soupire le politologue Ahmet Insel. » (Libération, Marc Sémo, 29/07/2015) « "La guerre contre le terrorisme est un prétexte. Le vrai but est de jouer la revanche du 7 juin", écrit même l'éditorialiste Cengiz Çandar dans le quotidien "Radikal". » (Les Echos, Yves Bourdillon, 28/07/2015)

Erdogan a demandé la levée de l'immunité des co-présidents de HDP, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ. « Les autorités judiciaires ont ouvert une enquête à l'encontre (...) [de] Demirtaş pour "troubles à l'ordre public" et "incitation à la violence". » (Le Parisien, 30/07/2015) Par ailleurs, « la Cour de cassation a ouvert une enquête en vue de la possible interdiction du HDP. » (L'Humanité, 29/07/2015)

« Certains élus de l'opposition accusent le président turc de mener une "stratégie de la tension" en vue d'élections législatives anticipées qui lui permettraient d'effacer les résultats décevants du scrutin du 7 juin. » (AFP, 29/07/2015)

Attentat-suicide à Suruç : un tournant stratégique pour la Turquie

Un attentat suicide a frappé la ville de Suruç au sud de la Turquie, près de la frontière syrienne le lundi 20 juillet. L'explosion a eu lieu dans les jardins du centre culturel Amara où étaient réunis 300 jeunes membres de la Fédération des Associations des Jeunes Socialistes (SGDF) venus de diverses régions de Turquie. Ils s'étaient réunis pour un projet de reconstruction de la ville Kobané, à quelques kilomètres de là, « reprise aux djihadistes par les milices kurdes à la fin du mois de janvier » (Le Monde, Marie Jégo, 21/07/2015)

Le bilan est de 32 morts et une centaine de blessés. L'attaque n'a pas été revendiquée mais les autorités et les experts s'accordent pour l'attribuer à l'État Islamique. (Le Figaro, 22/07/2015) Deux jours plus tard, «les autorités turques ont formellement identifié un jeune Turc de 20 ans comme l'auteur de l'attentat suicide attribué au groupe djihadiste Etat Islamique (EI) » (Le Figaro, AFP, 22/07/2015)

« L'accès à Twitter a été bloqué plusieurs heures mercredi 22 juillet [suite à] la décision d'un juge turc d'interdire la diffusion sur Internet des images de l'attentat-suicide. » (Le Monde, 22/07/2015)

L'attentat de Suruç a cristallisé les inquiétudes de la Turquie qui constatait déjà « avec inquiétude le débordement de la guerre syrienne » sur son territoire et « le renforcement progressif des Kurdes de Syrie, rejoints par des Kurdes venus de Turquie. » (*Valeurs Actuelles* 30/07/2015)

La donne stratégique de la Turquie a ainsi changé. L'armée turque a bombardé pour la première fois des positions de l'EI en Syrie. En parallèle, « ce tournant stratégique a été largement occulté par la reprise simultanée des raids contre les bases arrières du PKK en Irak » en riposte à la réplique du PKK « contre les autorités turques, accusées d'avoir longtemps fermé les yeux ou même encouragé les activités des jihadistes. » (*AFP*, 29/07/2015)

La Turquie intensifie son offensive contre l'EI et le PKK

Suite aux attentats menés sur son territoire, la Turquie intensifie son offensive tous azimuts contre l'EI et le PKK.

« En “représailles” [à l'attentat de Suruç], le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) a assassiné mercredi [22 juillet à Ceylanpınar] deux policiers accusés de collaborer avec l'EI, dans la ville frontière de Ceylanpınar, tandis qu'un autre a été tué le lendemain à Diyarbakır (...), une attaque qui n'a pas encore été revendiquée. » (*Le Monde*, *Louis Imbert*, *AFP*, 23/07/2015) « Deux soldats ont été tués et quatre autres ont été blessés samedi soir 25 juillet par une voiture piégée qui a visé un convoi militaire [dans le district de Lice à Diyarbakır, province à majorité kurde], a annoncé le gouvernorat. » (*Le Monde.fr*, *AFP*, *Reuter*, 26/07/2015) Trois jours après l'attentat de Suruç, le 23 juillet, « un soldat turc est mort et deux autres ont été blessés lors d'une fusillade près du village turc d'Elbeyli, à proximité de la frontière syrienne. La Turquie a bombardé des positions du groupe Etat islamique (EI) en Syrie en riposte. » (*LeFigaro.fr*, *AFP*, 23/07/2015)

« La police turque a lancé [le 24 juillet à l'aube] dans tout le pays une vaste opération visant une centaine d'adresses contre des militants présumés du groupe Etat islamique (EI) et des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a rapporté la presse turque. Près de 5000 policiers ont été mobilisés pour la seule ville d'Istanbul, appuyés par des hélicoptères et les forces spéciales. » (*Le Figaro avec Agences* 24/07/2015) « Un total de 1 050 personnes ont été arrêtées par les autorités turques [...] selon un bilan fourni lundi 27 juillet par le Premier ministre Ahmet Davutoglu. » (*France 24*, *Reuters*, 27/07/2015) « Par ailleurs, lors de l'opération qui s'est déroulée dans 13 provinces du pays, une militante d'extrême gauche, [membre de (DHKP-C) et de confession alévie] a été tuée à Istanbul par la police. (*Le Figaro avec Agences*, 24/07/2015) Suite à cet incident, de violents affrontements avec la police ont eu lieu avec les manifestants d'extrême gauche à Istanbul. Un policier est mort de ses blessures lors d'interpellations à Gazi, quartier majoritairement alévi, le 26 juillet. (*LeFigaro.fr*, *AFP*, 26/07/2015)

« Un policier turc et un civil ont été tués dans le sud-est de Turquie [mercredi 29 au soir] dans une nouvelle attaque attribuée à la rébellion kurde. » (*Le Figaro*, *AFP*, 30/07/2015) Un échange de tirs entre le PKK et l'armée turque a eu lieu jeudi 30 au matin au Sud du pays. «Trois soldats, dont un officier, ont été tués dans des échanges de tirs. Un membre de la rébellion a été tué. » (*Libération avec AFP*, 30/07/2015) « Deux policiers turcs ont été tués par balles [le 31 juillet au matin] dans la région d'Adana (sud), dans une nouvelle attaque attribuée à la rébellion kurde. » (*LeFigaro.fr*, *AFP*, 31/07/2015)

« Les arrestations de militants kurdes, d'extrême-gauche ou de sympathisants présumés de l'Etat islamique, se poursuivent également par dizaines chaque jour, selon la presse. » (*AFP*, 29/07/2015)

« Des F-16 turcs ont mené de nouveaux raids dans la nuit de mardi [28 juillet] à mercredi [29 juillet] contre une demi-douzaine d'objectifs kurdes dans le nord de l'Irak ainsi que dans le sud-est de la Turquie. » (*AFP*, 29/07/2015) « Ankara annonce aussi une plus grande vigilance sur ses 900 kilomètres de frontière avec la Syrie, afin d'empêcher les volontaires djihadistes venus d'Europe de rejoindre les rangs de l'EI. » (*Valeurs Actuelles*, 30/07/2015)

4. International

La Turquie et les Etats-Unis renforcent leur coopération militaire le long de la frontière turque

« La Turquie et les Etats-Unis ont annoncé, lundi 27 juillet, le renforcement de leur coopération dans la lutte contre l'EI. Le projet intègre la création d'une « zone de sécurité » d'un rayon encore indéterminé près de la frontière entre la Turquie et la Syrie. » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 29/07/2015*)

« "Le nettoyage de ces régions et la création d'une zone de sécurité permettront le retour chez eux" des 1,8 million de réfugiés syriens installés en Turquie, a plaidé [le Président turc Recep Tayyip Erdogan]. » (*Le Point.fr, AFP, 29/07/2015*)

« Les détails de l'accord évoqué par Washington – auquel ne participe pas l'Otan – restent à définir. Selon un responsable américain, il impliquerait un soutien turc aux "partenaires au sol" des États-Unis, à savoir les troupes de l'opposition syrienne modérée. En revanche, il ne s'agit pas d'instaurer la "zone d'exclusion aérienne" réclamée par Ankara. » (*Le Point.fr, AFP, 29/07/2015*)

« Les Kurdes de Syrie sont considérés par les Etats-Unis comme leurs meilleurs alliés sur le terrain. Le Pentagone soutient avec des moyens aériens les offensives des unités de protection du peuple (YPG), le bras armé du Parti kurde syrien (PYD). Engrangeant des succès contre l'Etat islamique, les YPG contrôlent quelque 400 kilomètres le long de la frontière turco-syrienne. Problème : Ankara s'inquiète de leur progression et considère qu'elles sont trop proches de son principal adversaire, le PKK. (...)

Les deux pays ont des ambitions différentes : Washington vise surtout à anéantir les groupes de combattants islamistes, et Ankara entend favoriser la chute du régime Assad. Ils prétendent toutefois œuvrer en commun, sans savoir à ce stade quels seront leurs alliés sur le terrain. (...)

Sans obtenir la zone d'exclusion aérienne qu'il réclamait en échange, le président turc va autoriser le départ d'avions, drones et hélicoptères de combat américains de la base d'Incirlik, ce qui va renforcer la mission de la coalition. Ankara est aussi censée soutenir les troupes au sol de l'opposition syrienne modérée, sans toutefois y envoyer des soldats. L'armée turque veillerait enfin à empêcher l'acheminement de combattants étrangers vers l'EI et à couper l'organisation de ses sources d'approvisionnement. » (*Le Monde, Jean-Pierre Stroobants, 29/07/2015*)

Mercredi 29 juillet, les autorités turques ont signé le décret gouvernemental permettant aux Américains l'utilisation de la base aérienne d'Incirlik (sud) dans le cadre de la coalition internationale. (*AFP, 29/07/2015*)

Selon Hadrien Desuin, spécialiste français des relations internationales, « la Turquie a déjà déclaré la guerre à l'Etat islamique à de nombreuses reprises. En ce sens la réjouissance occidentale est très prématurée ou bien très en retard. L'Etat islamique avait pris de nombreux otages turcs lors de son avancée foudroyante de l'été 2014 à Mossoul et elle menaçait le mausolée du fondateur de la dynastie ottomane dans le nord syrien. Pour autant, l'ambiguïté perdure: la Turquie a ménagé ce groupe islamiste en lui servant de base arrière pour ses blessés, son pétrole et ses fournitures en tous genres. Car à choisir, comme on l'a vu à Kobané, elle préfère encore l'Etat islamique aux marxistes kurdes qui menacent son intégrité territoriale. Quand les Etats-Unis ont renoncé à bombarder Assad, la Turquie, de même que la France, a manifesté sa déception ; elle demeure sur l'idée que la coalition doit bombarder en priorité Assad, plutôt que l'EI. » (*LeFigaro.fr, Eléonore de Vulpillières, 29/07/2015*)

Construction d'un camp géant pour des réfugiés syriens en Turquie

« Après avoir rouvert sa frontière avec la Syrie, fermée trois jours à la mi-juin, la Turquie va construire un nouveau camp qui pourra accueillir 55.000 réfugiés, a annoncé le chef de l'agence gouvernementale en charge de la gestion des catastrophes (Afad), Fuat Oktay [...] Situé à Kilis, il aura pour but d'accueillir les Syriens poussés par l'avancée des combattants de l'Etat islamique vers Alep. "En cas de mouvements de population de masse, 100.000 personnes arriveront en Turquie", a avancé Fuat Oktay.» (*Les Échos, Margaret Oheneba, 08/07/2015*)

« Il s'agira du plus grand camp ouvert par la Turquie. Depuis le début du conflit qui oppose le régime de Bachar al-Assad aux rebelles, en avril 2011, plus de 1,8 million de Syriens ont fui leur pays pour se réfugier en Turquie, devenue leur principal pays d'accueil. De là tentent chaque jour de nombreuses personnes de rejoindre clandestinement l'Europe. » (*Libération*, 08/07/2015)

« Le Parlement belge froisse Ankara et Erevan à propos du génocide arménien »

« Les députés belges ont adopté à une large majorité, jeudi 23 juillet dans la nuit, une résolution ambiguë sur le génocide des Arméniens par les Ottomans pendant la première guerre mondiale. Si le texte entend appeler à la réconciliation des deux pays, il devrait pourtant déplaire à Ankara et Erevan.

La résolution, votée par l'ensemble des députés présents moins huit abstentions, ne reconnaît pas explicitement le caractère de génocide aux massacres et déportations d'Arméniens dans l'Empire ottoman qui ont fait plus de 1,5 million de morts, selon l'Arménie.

Le texte demande ainsi prudemment au gouvernement belge de "reconnaître que la Turquie actuelle ne saurait être tenue pour responsable du drame vécu par les Arméniens de l'Empire ottoman". (...)

Toutefois, dans ses attendus, elle fait référence à une déclaration prononcée le mois dernier en séance plénière de la Chambre des députés par le premier ministre libéral francophone, Charles Michel. " J'estime que les événements tragiques survenus entre 1915 et 1917, et dont le dernier gouvernement de l'Empire ottoman est responsable, doivent être qualifiés de génocide. Telle est la position du gouvernement belge. "

Ces propos avaient été immédiatement condamnés par le ministère turc des affaires étrangères, qui les avait qualifiés de "ni acceptables, ni excusables ". (...)

Si Ankara ne doit pas être tenue pour responsable de ces événements, cette résolution demande pourtant au gouvernement belge "d'encourager la Turquie à profiter de l'occasion importante offerte par la commémoration du génocide arménien pour fournir de nouveaux efforts en vue d'affronter son passé (...) pour reconnaître le génocide arménien et ouvrir ainsi la voie à une véritable réconciliation entre les peuples turc et arménien". » (*Le Monde.fr*, *AFP*, 24/07/2015)

« Assassinat de militantes kurdes à Paris : l'enquête confirme l'implication des services secrets turcs »

« Après deux ans et demi d'enquête, le parquet de Paris a rendu, le 9 juillet, son réquisitoire définitif [concernant l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris]. Il demande (...) le renvoi devant une cour d'assise du principal suspect, Omer Güney, pour assassinats en relation avec une entreprise terroriste. Ce document de plus de 70 pages est une pièce unique : pour la première fois, la justice française évoque la possible implication d'un service de renseignement étranger, en l'occurrence le MIT (équivalent turc de la Direction générale de la sécurité intérieure) dans un assassinat politique commis en France.

Faute d'avoir pu identifier avec certitude les commanditaires de ce crime, le parquet reste prudent sur le degré d'implication du MIT. Ce service est en effet dirigé par un proche du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, engagé depuis 2012 dans un processus de paix avec le PKK qui divise profondément l'appareil d'Etat turc. Au terme de l'instruction, la piste d'un coup monté par des factions opposées aux négociations est toujours sur la table. » (*Le Monde*, *Soren Seelow*, 23/07/2015)

La Turquie critique l'expulsion des ouïghours détenus en Thaïlande

La Turquie a fortement critiqué l'expulsion par la Thaïlande d'une centaine de migrants ouïghours, minorité musulmane et turcophone chinoise ; un refoulement qui viole le droit international selon les Nations unies et les ONG de défense des droits de l'homme. (*RFI*, 09/07/2015)

« 'Nous sommes consternés d'apprendre que 115 Ouïghours turcophones détenus en Thaïlande ont été expulsés vers un pays tiers', a déploré jeudi [9 juillet] le ministère des Affaires étrangères turc dans un communiqué. » (20 minutes, Fabrice Pouliquen 09/07/2015)

« Les Ouïghours remis mercredi [8 juillet] aux autorités chinoises font partie d'un groupe de 300 personnes emprisonnées depuis plus d'un an en Thaïlande pour être entrées clandestinement dans le pays, et qui affirmaient être de nationalité turque. » (RFI, 09/07/2015) « 173 [d'entre eux] ont été accueillies fin juin sur le territoire turc, selon Ankara. » (20 minutes, Fabrice Pouliquen 09/07/2015) « Quant aux Ouïghours qui sont toujours en prison en Thaïlande, leur sort reste incertain. » (RFI, 09/07/2015)

La protection de ces expulsés par le gouvernement chinois est contestée par les organisations humanitaires qui craignent la persécution de cette minorité. « Musulman et turcophone, le peuple ouïghour de la province du Xinjiang est victime d'une sévère répression culturelle, religieuse et économique de la part des autorités chinoises. Ses intellectuels et ses militants sont systématiquement soupçonnés par Pékin de séparatisme et de terrorisme. » (RFI, 09/07/2015) Ankara accuse également le gouvernement chinois de restreindre les pratiques religieuses de cette minorité musulmane en période de ramadan.

Près de 200 manifestants turcs ont pris d'assaut le consulat thaïlandais à Istanbul. Plusieurs manifestations ont éclaté à travers le pays. Certaines ont pris pour cible des asiatiques avec la conviction qu'ils étaient chinois. (20 minutes, F. Pouliquen, 09/07/2015).

5. Economie

Inflation turque en juin

Selon les données de l'Institut turc de la statistique (Tüik), « en Turquie, les prix à la consommation ont ralenti au-delà des attentes en juin (...). En rythme annuel, l'inflation s'est établie à + 7,2 %, après + 8,09 % en mai, et ce malgré un niveau élevé de l'alimentaire (+ 9,28 % en juin, après + 12,81 % en mai). » (Les Echos, 06/07/2015)

HSBC vendra sa filiale turque à ING

« HSBC s'apprête à vendre sa filiale turque à la banque néerlandaise ING Group pour environ 700 à 750 millions de dollars (642-688 millions d'euros) (...).

HSBC, qui occupe le 12e rang en Turquie, vend cette filiale déficitaire dans le cadre d'un programme mondial de réduction des coûts et des actifs, de relance de la rentabilité et de simplification de sa structure.» (Reuters, 02/07/2015)

« HSBC, la première banque européenne, dispose d'un réseau de 300 agences environ en Turquie, où elle poursuit aussi des opérations de banque corporate et d'investissement. La filiale turque a perdu 64 millions de dollars en 2014, le segment banque de dépôt ayant subi un impact de 155 millions de dollars après que les autorités eurent décidé de plafonner les intérêts perçus sur les cartes de crédit et sur les découverts.

ING était l'une des trois banques qui avaient présenté une offre non-contraignante fin mai (...). Les deux autres candidats étaient BNP Paribas et le groupe financier de Bahreïn Arab Banking Corp (ABC). » (Reuters, 22/07/2015)

« Avec cette acquisition, ING doublerait pratiquement ses actifs en Turquie, représentant actuellement une quinzaine de milliards de dollars, et se retrouverait donc dans une meilleure position dans un marché dominé par Isbank et Garanti Bank. "Déjà implantée en Turquie, ING y gère pour 16 milliards de dollars d'actifs. » (Reuters, 02/07/2015)

BBVA se renforce en Turquie

La banque espagnole BBVA « est devenu le premier actionnaire de Garanti, en rachetant 14,89 % son capital au fonds Dogus, pour 1,85 milliard d'euros. Entrée au capital de la première banque du pays par capitalisation boursière en 2011 en prenant 25 % des parts, BBVA est désormais propriétaire de 39,90 % du capital.

L'entente entre les deux banques est d'autant plus bonne que Garanti a un profil résolument technologique, alors que BBVA a fait de la numérisation des services bancaires sa priorité : 91 % des transactions de la banque turque sont réalisées via Internet. Garanti est du reste le numéro un de la banque sur mobile en Turquie avec 30 % de part de marché.

Néanmoins, l'expérience turque n'est pas positive en tous points. La lire s'étant fortement dépréciée depuis 2011, l'actualisation de la valeur des 25 % du capital rachetés en 2011 par BBVA aura un impact négatif de 1,8 milliard d'euros sur les comptes de la banque espagnole au troisième trimestre.

Le cas turc illustre combien la présence à l'international des géants bancaires espagnols est à la fois un avantage incontestable mais aussi source de difficultés. » (*Les Echos, Gaëlle Lucas, 29/07/2015*)

Plastivaloire s'implante en Turquie

« Plastivaloire a signé l'acquisition de 100% du capital du plasturgiste turc Otosima, basé à Bursa, par le biais de sa filiale BAP GmbH. Après l'acquisition de l'Allemand Karl Hess en début d'année, le groupe s'implante donc en Turquie, région qui concentre de nombreux constructeurs et équipementiers automobiles de référence. Spécialisé dans la production de pièces plastiques peintes à forte valeur ajoutée pour le secteur automobile, Otosima s'est imposé comme l'un des principaux fournisseurs d'équipementiers automobiles et de constructeurs de la région. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 10 ME en 2014. » (*Boursier.com, 09/07/2015*)

« Turkish Stream: Gazprom rompt son contrat avec l'italien Saipem »

« Une filiale de Gazprom, South Stream Transport BV, a informé l'italien Saipem de la rupture du contrat portant sur la construction de la première branche du gazoduc Turkish Stream.

Cette décision est inattendue, notamment compte tenu du fait qu'un navire de cette compagnie italienne spécialisée dans la recherche et les forages pétroliers avait jeté l'ancre le 6 juillet près d'Anapa, en mer Noire, pour commencer les travaux.

South Stream Transport BV explique cette décision par la nécessité "d'arriver à un accord sur les questions pratiques et commerciales en ce qui concerne la réalisation du projet de Turkish Stream". Les négociations avec la Turquie traînent en longueur, ce qui fait obstacle au lancement des travaux. (...)

De son côté, le ministre turc de l'Energie, Taner Yildiz, a annoncé que Moscou et Ankara étaient arrivés à un accord préalable sur Turkish Stream le 13 juin à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan. "Nous ne pouvons pas dire que toutes les obstacles sont surmontés mais nous comptons bientôt y arriver", a dit le ministre. » (*Sputnik France, 09/07/2015*)

La liste des sources et des journalistes ayant couvert le sujet turc (juillet 2015)

Les Echos

Yves Bourdillon
Adrien Lelièvre
Margaret Oheneba
Gaëlle Lucas

Le Figaro

Jean-Pierre Stroobants
Marie Jégo
Soren Seelow
Eléonore de Vulpillières

Le Monde

Louis Imbert

Libération

Marc Semo

20 Minutes

Fabrice Pouliquen

L'Humanité

Le Parisien

Le Point

L'Obs

Valeurs Actuelles

France 24

RFI

Boursier.com

Sputnik France

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org